



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Assistance et prévention  
en sécurité numérique

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Cybermalveillance .gouv.fr publie son état de la menace 2023 : Faux conseiller bancaire, piratage de compte et rançongiciel, les trois tendances fortes de l'année

Paris, le 5 mars 2023 – À l'occasion de la publication de son rapport d'activité annuel, le dispositif action contre la cybermalveillance partage son état de la menace et revient sur les tendances et les faits marquants de l'année 2023, ses nouvelles productions et les différents projets auxquels il a contribué pour sensibiliser ses publics.

#### 1. Cybermalveillance.gouv.fr : les chiffres clés de la plateforme

En 2023, **3,7 millions visiteurs** ont pu découvrir les **500 contenus** disponibles sur Cybermalveillance.gouv.fr dont la fréquentation se stabilise.

En parallèle **280 000 demandes d'assistance** ont été enregistrées via l'outil de diagnostic en ligne, avec une augmentation de +13 % pour les particuliers et +17 % de la part des collectivités.

#### 2. Cybermalveillance.gouv.fr : les grandes tendances de la menace

L'**hameçonnage** (phishing en anglais) reste la principale menace pour toutes les catégories de publics en 2023, avec **près de 1,5 million de consultations** des contenus sur les principales formes d'hameçonnage. Ce sont ainsi plus 50 000 particuliers et professionnels qui ont recherché une assistance sur cette menace qui se diversifie et se sophistique.

Déjà identifiées en 2022, les escroqueries au **faux conseiller bancaire** sont le phénomène de 2023 (+78% vs 2022) avec 80 000 consultations de l'article en ligne.

Autre menace majeure, le **piratage de compte** prend la deuxième place toutes catégories de publics confondus, avec des conséquences pouvant mener à l'usurpation d'identité avec un préjudice financier.

En outre, avec 2 782 demandes d'assistance, **les attaques par rançongiciel** ont atteint un niveau record depuis 4 ans, tous publics confondus (+12%).

L'arnaque au **faux support technique**, quant à elle, repose sur un mode opératoire toujours plus agressif et suscite 140 000 consultations de l'article sur le sujet.

Enfin, **les programmes malveillants (virus)** font un retour en force et se positionnent à la 4<sup>e</sup> place des causes principales de demandes d'assistance chez les particuliers.

#### Top 3 des formes de hameçonnage (contenus les plus consultés )

1 Infraction routière (amende/ANTAI)	284 374 consultations
2 Infraction pédopornographie	230 373 consultations
3 Faux support technique	146 624 consultations



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

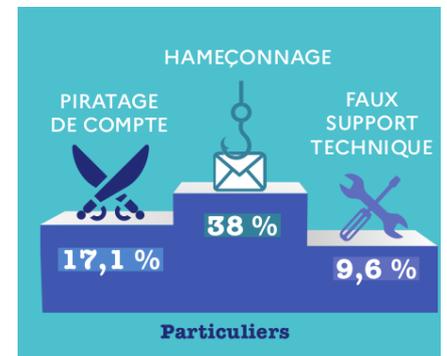


Assistance et prévention  
en sécurité numérique

« En 2023, Cybermalveillance.gouv.fr a considérablement enrichi sa plateforme avec de nouvelles ressources et services qui font de notre dispositif national le plus grand producteur de contenus cyber tous publics. L'observation de la menace que nous menons au quotidien met en évidence que les principales menaces - hameçonnage, piratage, faux support technique, virus, rançongiciels - continuent de gagner en sophistication. C'est pourquoi, plus que jamais Cybermalveillance.gouv.fr doit poursuivre sa mission d'intérêt public et continuer, avec l'appui de ses membres, à informer, sécuriser et assister les français face aux menaces et faire de sa plateforme la réponse aux questions de cybersécurité pour l'ensemble des publics », a déclaré Jérôme Notin, Directeur Général de Cybermalveillance.gouv.fr

### Particuliers :

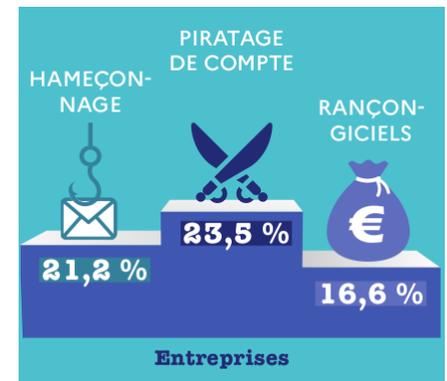
Si la majorité des principales cybermalveillances progressent sensiblement, le hameçonnage sous toutes ses formes reste en tête de toutes les menaces (38% de recherches d'assistance) suivi de près par le piratage de compte en forte augmentation (+22%) et le faux support technique. En termes de tendances, l'escroquerie au faux conseiller bancaire fait une entrée remarquable : c'est le phénomène de l'année (+78 %).



### Entreprises :

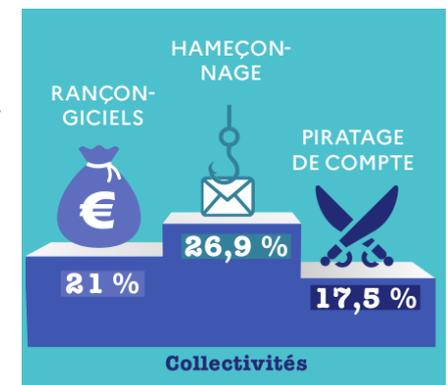
Le piratage de compte prend en 2023 la première place des recherches d'assistance des entreprises et associations avec une hausse de +26%. L'hameçonnage (21%) et les attaques par rançongiciels suivent (17%) toujours en augmentation en volume (+8%). Globalement, le classement des principales menaces reste assez similaire à 2022 .

Les attaques en hausse les plus significatives concernent les faux ordres de virement (+62,7%), ainsi que les sites internet professionnels avec les défigurations de sites (+61%) et les dénis de service (+41%).  
illustration top 3 Piratage (23,5%)/ hameçonnage (21,2%)/rançongiciels (16,6%)



### Collectivités :

Enfin, côté collectivités, le trio de tête reste inchangé même si en volume, les proportions augmentent, notamment pour les rançongiciels (+36%). Un constat plus significatif encore pour les défigurations de sites Internet (+73%) et les virus (+54%).



**Contact presse** : [presse@cybermalveillance.gouv.fr](mailto:presse@cybermalveillance.gouv.fr)  
Béatrice Hervieu : 01 83 75 14 10 – Pauline Fabry : 01 83 75 14 19

### A propos de [Cybermalveillance.gouv.fr](http://Cybermalveillance.gouv.fr)

*Cybermalveillance.gouv.fr est la plateforme du Groupement d'Intérêt Public Action contre la cybermalveillance (GIP ACYMA). Créé en 2017, ce dispositif national a pour missions la sensibilisation aux risques numériques, l'assistance aux victimes d'actes de cybermalveillance et l'observation de la menace sur le territoire français. Cybermalveillance.gouv.fr propose également un service de sécurisation en s'appuyant sur des professionnels labellisés ExpertCyber. Ses 63 membres issus du secteur public, du privé et du domaine associatif contribuent à sa mission d'intérêt général pour ses 3 publics : particuliers, entreprises et collectivités. En 2023, Cybermalveillance.gouv.fr a assisté 280 000 personnes et accueilli 3,7 millions de visiteurs uniques. [www.cybermalveillance.gouv.fr](http://www.cybermalveillance.gouv.fr)*

PREMIER MINISTRE  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE  
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES OUTRE-MER  
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE  
MINISTÈRE DES ARMÉES  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT, CHARGÉE DU NUMÉRIQUE

